

**DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE  
ET DE LA GESTION DES CRISES**

DIRECTION DES SAPEURS-POMPIERS

Sous-direction des services d'incendie et des acteurs du secours

Bureau de la Réglementation Incendie

et des Risques courants

DGSCGC/DSP/SDSIAS/BRIRC

Affaire suivie par : Lcl Philippe ANDURAND

Tel : 01 56 04 73 61

Fax : 01 56 04 76 00

Courriel : [philippe.andurand@interieur.gouv.fr](mailto:philippe.andurand@interieur.gouv.fr)

**Relevé des avis  
de la réunion du 05 juillet 2012  
de la sous-commission permanente de la Commission Centrale de Sécurité**

\*\*\*\*\*

**3/ Application du règlement de sécurité :**

**3-1 : IGH - Notion de surface de plancher**

REFERENCES :

Courrier de la préfecture des Hauts de Seine du 30 mai 2012 adressé au secrétariat de la Commission centrale de sécurité.

QUESTION :

La préfecture du département des Hauts-de-Seine a été saisie par un mandataire de sécurité de plusieurs immeubles de grande hauteur implantés dans son département.

Ce dernier souhaite obtenir des précisions sur la notion de « surface de plancher » dans un immeuble de grande hauteur.

Le mandataire demande si la notion de « surface de plancher » telle que définie dans le décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011 et la circulaire du 03 février 2012 relative au respect des modalités de calcul de la surface de plancher des constructions définies par le livre I du code de l'Urbanisme s'applique à l'arrêté du 30 décembre 2011 relatif au nouveau règlement de sécurité des immeubles de grande hauteur en lieu et place des notions de SHON et SHOB.

Avis de la CCS :

**La notion de « surface de plancher » telle que définie dans le décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011 et la circulaire du 03 février 2012 relative au respect des modalités de calcul de la surface de plancher des constructions définies par le livre I du code de l'Urbanisme s'applique à l'arrêté du 30 décembre 2011 relatif au nouveau règlement de sécurité des immeubles de grande hauteur en lieu et place des notions de SHON et SHOB.**

### 3-2 : Application de l'article PS 25 - Surveillance des parcs de stationnement

#### **REFERENCES :**

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- arrêté du 2 mai 2006 modifié (type PS)

#### PROBLEMATIQUE

La société Q-PARK a mis en place un centre de Télésurveillance Interne qui assure la surveillance à distance de 139 parcs, dont certains de capacité supérieure à 1.000 véhicules, répartis sur le territoire national. Ce centre est implanté à Valence dans le département de la Drôme. (Voir P.J)

#### ANALYSE REGLEMENTAIRE

Les parcs de stationnement couverts sont assujettis à l'arrêté du 9 mai 2006 modifié.

La surveillance des parcs de stationnement est soumise aux dispositions de l'article PS 25 (section V).

Cet article apporte des exigences différentes en fonction du **nombre de véhicules** stationné dans le parc.

**Ainsi, le paragraphe 1** fixe les obligations de surveillance pour les **parcs < 1.000 véhicules**.

L'article ne définit en fait que l'objectif à atteindre par l'exploitant sans précision.

Extrait : « La surveillance est organisée par l'exploitant en application de l'article R.123-11 »

**Le paragraphe 2** fixe les obligations de surveillance pour les **parcs > 1.000 véhicules**.

(Rappel : ces parcs constituaient des ICPE rubrique 2935, soumise à autorisation, jusqu'en mai 2006).

Ce paragraphe fixe des moyens précis et non plus un objectif général :

Extrait : « La surveillance se fait à partir d'un poste de sécurité défini à l'article PS 26, par au moins une personne formée et en mesure de réaliser les missions MS 46 §1 ». (Lire MS 46 §2 depuis la publication de l'arrêté du 11/12/2009).

Par ailleurs, ce paragraphe permet une atténuation à l'obligation d'implanter un « poste de sécurité » si le parc est doté d'un système généralisé d'extinction automatique du type sprinkler : mise en place d'un poste d'exploitation.

**Le paragraphe 3** permet la surveillance d'un parc de plus de 1.000 véhicules ou de plusieurs parcs dont l'un au moins dispose d'une capacité supérieure à 1.000 véhicules par un « poste de sécurité » déporté à l'extérieur du ou des établissements surveillés, après avis de la commission de sécurité compétente.

Ce paragraphe fixe aussi l'effectif du service de sécurité et les missions à réaliser : au moins 2 personnes formées.

Ces agents sont en mesure de réaliser les missions MS 46 § 1 (dispositions générales) (Lire aussi MS 46 §2) sur tous les parcs surveillés de **plus de 1.000 véhicules**.

Une aggravation concerne la surveillance des parcs cumulant plus de 3.000 véhicules : le service de sécurité est composé d'au moins 2 personnes formées dont une qualifiée **SSIAP 2**.

**Le paragraphe 4** autorise la surveillance d'un parc de stationnement de manière commune avec d'autres activités, après avis de la commission de sécurité et en fixe les conditions minimales :

poste de sécurité

accord contractuel en cas d'exploitants distincts.

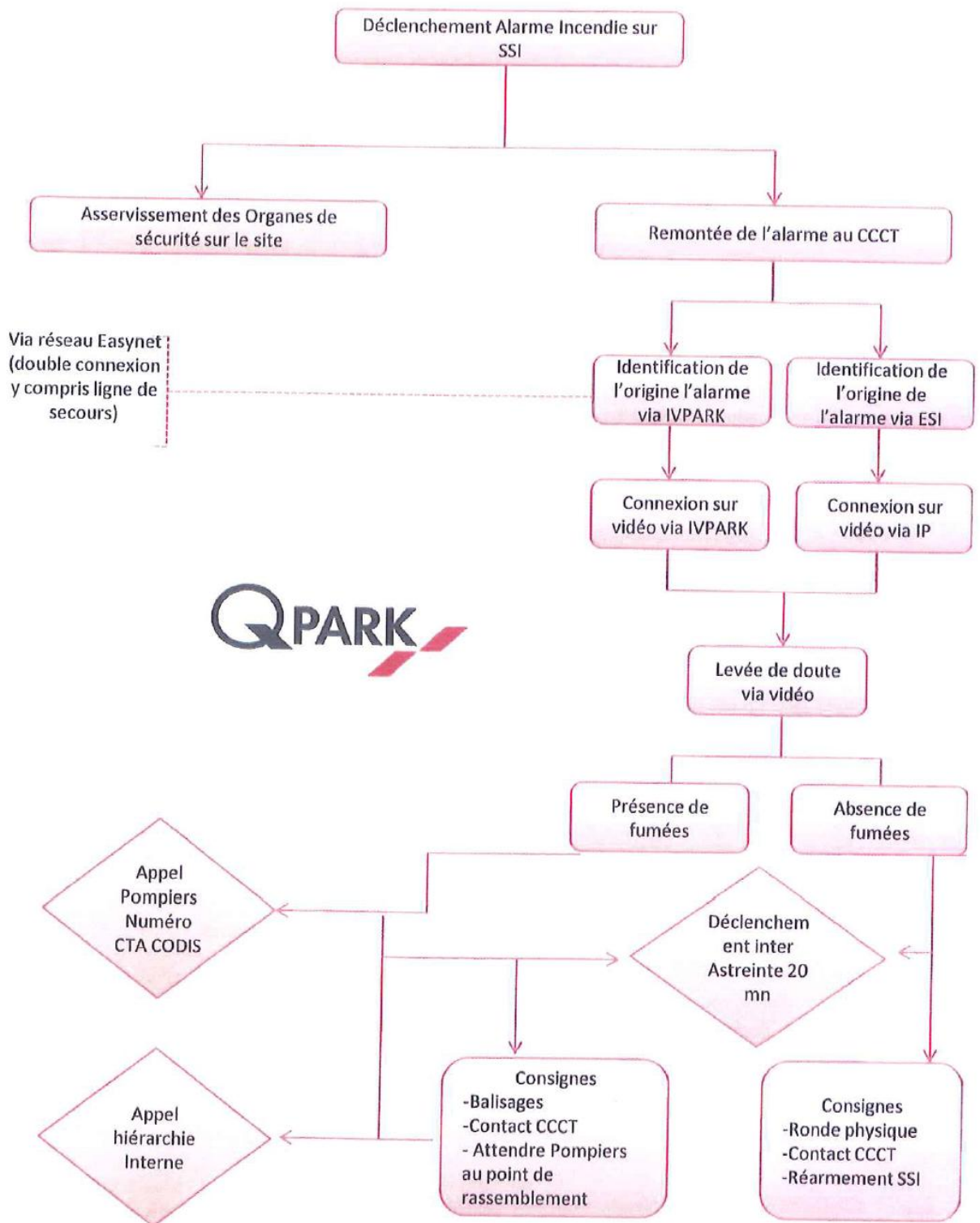
Exemples : parc intégré (ou accolé) à un centre commercial, parc intégré (ou accolé) à un complexe multifonctionnel.

Les représentants de la société Q PARK présentent les spécificités de fonctionnement et les missions du Centre de Contact Technique Q-PARK qui permet de surveiller à distance 137 parcs de stationnement en France.

Du point de vue de la sécurité incendie, les représentants de Q-PARK certifient que le CCT contrôle :

- la détection incendie généralisée (SSI de catégorie A) dans les parcs ;
- l'ouverture des issues suite à une détection incendie (asservissements à la DAI) ;
- le déclenchement de la levée de doute par un système de vidéosurveillance qui visualise toutes les allées de circulation (présence de fumée dans les allées de circulation par exemple) en cas de détection incendie ou d'alerte d'un client ;
- le déclenchement immédiat de l'intervention d'une société de sécurité privée (prestataire de service) qui se rend sur place en 10 à 15 minutes selon le directeur d'exploitation. La société de sécurité privée intervient pour assurer la sécurité générale et remettre en service le SSI de catégorie A, le cas échéant.
- l'ouverture automatique à distance des accès aux parcs depuis le CCT à partir d'au moins un interphone situé à l'entrée des parcs (sur demande des pompiers par exemple).

### Procédure gestion Alarme Incendie via CCCT



Il est précisé que le CCT surveille 137 parcs sur le territoire national dont 5 parcs disposant d'une capacité de **plus de 1.000 véhicules.**

La surveillance de l'ensemble des parcs s'effectue 24h/24h notamment pendant les périodes où les parcs de stationnement ne disposent plus d'agents d'exploitation (surveillance nocturne notamment et certaines périodes du week-end).

Les représentants de Q-PARK précisent que la surveillance des parcs de plus de 1.000 véhicules est réalisée :

- soit en permanence sur place conformément à l'article PS 25 §2 ou §3, par du personnel formé en mesure de réaliser les missions définies à l'article MS 46 §1 ;
- soit de manière commune avec celle d'autres activités (PS 25 §4), notamment à partir du poste central de sécurité du centre commercial contigu disposant du personnel qualifié susceptible d'intervenir (accord contractuel) durant certaines périodes précises, comme à ARCUEIL (La Vache Noire) ou à TOULOUSE (Compans Caffarelli).

#### **Avis de la CCS :**

**Les parcs de plus de 1.000 véhicules doivent disposer d'une surveillance sur place ou dans l'environnement immédiat pendant la durée d'utilisation du public conformément aux exigences réglementaires (PS 25 §2, §3 voir §4 selon les cas). Dans le cas du poste de sécurité déporté, il est entendu qu'il doit être implanté dans l'environnement immédiat des parcs de stationnement à surveiller (ex : quartier d'affaires, parcs regroupés sur des aéroports, etc.). Les agents doivent se rendre sur place dans des délais inférieurs à 5 minutes (c'est-à-dire avant l'arrivée des secours).**

**Pour les parcs de moins de 1.000 véhicules, M. PETITEAU résume les débats en précisant que Q-PARK doit apporter tous les éléments indispensables au bon déroulement d'une intervention pour feu de jour comme de nuit (alerte des secours, accès au parc, intervention d'agents de surveillance d'une société de sécurité, etc.) à la commission de sécurité compétente pour accepter le dispositif.**

**La surveillance à distance par le dispositif CCT est acceptable si les conditions suivantes sont respectées simultanément :**

- **Détection incendie généralisée (SSI de catégorie A) dans les parcs ;**
- **Ouverture des issues suite à une détection incendie (asservissements à la DAI) ;**
- **Déclenchement de la levée de doute dès la détection incendie par vidéosurveillance (présence de fumée dans les allées de circulation) ou d'alerte d'un client ;**
- **Déclenchement de l'intervention d'une société de sécurité privée qui se rend sur place. L'agent de la société de sécurité privée intervient pour remplir les missions de sécurité générale et est en mesure de remettre en service le SSI de catégorie A.**

- Un des agents de la société de sécurité privée qui intervient est titulaire du SSIAP 1 (en cas d'intervention avant l'arrivée des secours, analyse des informations du SSI par exemple) ;
- Ouverture possible à distance des accès du parc depuis le CCT, contacté à partir d'un interphone situé à l'entrée du parc (ex : demande d'ouverture des portes d'accès par les sapeurs-pompiers) ;
- Contact téléphonique possible entre les pompiers « en intervention » et le CCT en l'absence d'agent d'exploitation sur place, à partir du local d'exploitation ou d'un poste téléphonique identifié situé à l'entrée de l'établissement ;
- Un responsable de la société Q-PARK en mesure de se rendre sur place dans les plus brefs délais, en cas de sinistre.

En effet, le témoin d'un début d'incendie doit pouvoir alerter l'exploitant (interphones aux entrées normales du parc de stationnement reliés au CCT par exemple) ou les secours. Les secours doivent être en mesure de demander l'ouverture des portes et de pénétrer dans le parc pour procéder à l'extinction sans avoir à attendre l'arrivée d'une société de sécurité privée dont le délai est difficilement maîtrisable.

### 3-3 : Application de l'article R 123-51 - Renseignement des registres de sécurité

#### REFERENCES :

- article R123-51 du Code de la construction et de l'habitation ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (GE 3.§3, GE 8, GE 10) ;
- avis de CCS du 5 septembre 2002.

#### PROBLEMATIQUE

Le préfet des Bouches-du-Rhône souhaite poser des questions à la commission centrale de sécurité relatives au renseignement des registres de sécurité qu'ils soient sous forme « papier » ou « dématérialisée ».

Compte tenu de la portée juridique des renseignements mentionnés sur les registres de sécurité, ces questions pratiques sont essentielles dans le déroulement d'une commission de sécurité.

#### I – REGISTRE DE SECURITE PAPIER :

Actuellement lors des contrôles, les organismes agréés et les techniciens compétents apposent la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications au registre de sécurité.

La question qui se pose est de savoir, si en plus de ces mentions, les organismes agréés et les techniciens compétents doivent apposer un cachet sur leur signature, afin de certifier la réalité des informations inscrites au registre.

Plusieurs organismes de contrôle estiment ne pas avoir à le faire, les rapports devant être annexés au registre et ces derniers certifiant la réalité des renseignements.

Question :

L'apposition d'un tampon doit-elle être exigée ou pas pour les bureaux de contrôle, ainsi que pour les techniciens compétents ?

## II – REGISTRE DE SECURITE DEMATERIALISE :

Lors de sa séance du 5 septembre 2002, la commission centrale de sécurité a estimé que la réglementation rendait possible l'utilisation d'un registre de sécurité électronique à distance, si :

- celui-ci répondait aux exigences de l'article R 123-51 du code de la construction et de l'habitation,
- les inscriptions contenues dans ce registre pouvaient être consultées et imprimées à tout moment, sachant qu'elles étaient authentifiées par la signature du chef d'établissement ou de son représentant, cette signature ayant la même force probante que la signature manuscrite.

Or, désormais des difficultés pratiques se posent sur le renseignement de ces documents, sachant que la société Leroy Merlin a prévu la généralisation de ce type de registre, au niveau national, à compter du début de l'année 2012.

Les questions qui sont posées émanent à la fois des bureaux de contrôle qui ont l'obligation réglementaire de renseigner ces registres et des commissions de sécurité qui contrôlent ces documents.

Les difficultés sont de plusieurs ordres :

- qui renseigne le registre ? l'organisme agréé, le technicien compétent ou l'exploitant sur présentation des rapports ?
- comment les commissions de sécurité contrôlent-elles la fiabilité des renseignements portés sur ce document, hormis la possibilité de demander une extraction papier ?
- Qui est responsable de la valeur de ces renseignements ?

Extrait avis de la CCS du 5 septembre 2002

### **2°) Registre de sécurité électronique à distance.**

*La société SECURIS a mis au point un registre de sécurité électronique à distance, qui intègre une fonction de rappel des actions de contrôle, de vérifications techniques et d'entretien.*

*Afin d'informer et familiariser les acteurs de terrain (commissions de sécurité notamment) avec ce nouveau support et de préciser ses garanties juridiques, SECURIS a présenté ce nouveau concept à la CCS.*

*Les inscriptions contenues dans ce registre peuvent être consultées et imprimées à tout moment, elles sont authentifiées par la signature électronique du chef d'établissement ou de son représentant; cette signature ayant la même force probante que la signature manuscrite (article 1316-3 du code civil "l'écrit sur support électronique a la même force probante que l'écrit sur support papier" et article 1316-4 "la fiabilité de ce procédé est présumée, jusqu'à preuve du contraire, lorsque la signature électronique est créée, l'identité du signataire assurée et l'intégrité de l'acte garantie, dans les conditions fixées en Conseil d'État").*

***La commission centrale de sécurité estime que la réglementation rend possible l'utilisation d'un registre de sécurité électronique à distance si celui-ci répond aux exigences de l'article R.123-51 du CCH.***



Question 1 :

L'apposition d'un tampon doit-elle être exigée ou pas pour les bureaux de contrôle, ainsi que pour les techniciens compétents ?

**Réponse : Non, la signature sur le registre de sécurité de l'ERP est suffisante. La date, le nom du ou des vérificateurs et l'objet des vérifications doivent également être mentionnés (idem à l'application de GE 10).**

Question 2 :

Les difficultés sont de plusieurs ordres :

➤ Qui renseigne le registre ? l'organisme agréé, le technicien compétent ou l'exploitant sur présentation des rapports ?

**Réponse : L'exploitant ou son représentant doit tenir à jour le registre de sécurité. Il présente le document à la signature des organismes agréés ou des techniciens compétents qui interviennent pour les vérifications ou l'entretien des installations.**

➤ Comment les commissions de sécurité contrôlent-elles la fiabilité des renseignements portés sur ce document, hormis la possibilité de demander une extraction papier ?

**Réponse : L'exploitant est responsable de la tenue à jour du registre et de toutes les informations qui y sont inscrites. Même sous forme « dématérialisée », un droit d'accès personnalisé est donné permettant une traçabilité des rédacteurs lors de l'insertion ou de la modification des informations dans le registre de sécurité. Aussi, une validation est demandée lors de l'enregistrement des données : cela représente un engagement juridique de l'exploitant.**

**La commission de sécurité demande à se faire présenter les rapports de vérifications ou les relevés de vérifications pour contrôler la fiabilité des renseignements, qui demeure de la responsabilité de l'exploitant.**

➤ Qui est responsable de la valeur de ces renseignements ?

**Réponse : L'exploitant.**

**4/ Modifications du règlement de sécurité :**  
**4-1 : Proposition de modification de l'article MS 26**

La proposition suivante de rédaction de l'article MS 26 est approuvée.  
Le besoin de solliciter la CCS dans le cadre de l'application du §5 de l'article MS 26 doit pouvoir être identifié dès la réception du dossier au moyen de la partie « dérogation » des imprimés CERFA. et le secrétariat de la CCS devra être saisi sans délai.

Article MS 26 Installation d'extinction automatique par brouillard d'eau.

§ 1. Une installation d'extinction automatique par brouillard d'eau peut être mise en place à titre volontaire, pour la défense contre l'incendie dans tout ou partie d'un établissement.

§ 2. La mise en place d'une installation de brouillard d'eau dans les locaux techniques électriques recevant des installations de haute tension tient compte des risques de chocs électriques pour les personnes.

§ 3. L'aménagement et l'exploitation des locaux protégés ne doivent pas s'opposer au fonctionnement dans les meilleurs délais et à pleine efficacité du système.

§ 4. Un système d'extinction automatique par brouillard d'eau doit avoir satisfait aux essais de l'annexe A de la spécification technique CEN TS 14972 (Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes à brouillard d'eau – Conception et installation – Juin 2011) et être réalisé par des entreprises spécialisées.

§ 5. Dans le cas de l'examen d'un dossier où la technologie du brouillard d'eau est présentée comme une mesure compensatoire, en application des dispositions de l'article R123-13 du Code de la construction et de l'habitation, il appartient à la commission centrale de sécurité d'apprécier, au cas par cas, si la compensation est suffisante vis-à-vis de l'atténuation demandée.

#### **4-2 : Proposition de modification des articles M6 §3, M7 §2 et §4, M11, et M17.**

Les propositions suivantes sont approuvées :

##### **Proposition de modification de l'article M6 §3.**

###### Article M 6. - Isolement interne

« § 3. En application des articles CO 11, CO 12 et CO 14, les planchers partiels non accessibles au public destinés à l'administration des établissements et surplombant les espaces accessibles au public doivent soit être considérés comme un niveau pour l'application de l'article CO 12 soit disposer d'une structure stable au feu une demi-heure. Les locaux aménagés doivent être isolés des zones recevant du public par des parois, planchers coupe feu 1/2 heure et des blocs portes coupe-feu 1/2 heure, munis de ferme porte ou à fermeture automatique dans les conditions du MS60 §3. Aucune résistance au feu des structures, des planchers et des parois des locaux à risques courants n'est demandée si l'établissement dispose d'un système d'extinction automatique à eau généralisé."

##### **Proposition de modification de l'article M7 § 2 et §4 :**

« M 7§ 2. Ces dispositions ne sont cependant pas exigées pour les exploitations des types M, N, T, et W groupées sur une surface totale inférieure à 300 mètres carrés. Cette disposition concerne aussi les Auto Ecoles et Centres de formation aux langues.

Sous réserve de ne former que des ensembles de surfaces inférieures à 300 mètres carrés, les exploitations de type M situées à l'intérieur des centres commerciaux peuvent être isolées entre elles par des cloisons en matériaux A1 respectant en outre les dispositions de l'article AM 4 pour la réaction au feu d'un éventuel parement. »

« M 7 §4 Par dérogation aux dispositions de l'article CO 28 (§ 1), aucun isolement n'est exigible entre la réserve et la surface de vente accessible au public, si la surface totale de l'ensemble de l'exploitation est inférieure à 300 mètres carrés et en outre protégée par un système d'extinction automatique du type sprinkleur. Dans ce cas, les réserves peuvent être en communication directe avec la zone accessible au public, ou séparées par des cloisons légères qui répondent aux dispositions de l'article AM 4 pour ce qui est de leur réaction au feu. »

## **Proposition de modification de l'article M11 :**

### M 11 Sorties des exploitations et des mails

§ 1. En atténuation des articles CO 43 et CO 59 a / La distance maximale, mesurée suivant l'axe des circulations, que le public doit parcourir :

- de tout point d'un local pour rejoindre le mail, une sortie sur l'extérieur, un dégagement protégé ou un éventuel espace d'attente sécurisé;
- de tout point du mail pour rejoindre une sortie sur l'extérieur, un dégagement protégé ou un éventuel espace d'attente sécurisé,

est fixée comme suit :

a) Au rez-de-chaussée :

- 50 mètres si le choix existe entre plusieurs dégagements cités ci-dessus ;
- 30 mètres dans le cas contraire ;

b) En étage ou en sous-sol :

- 40 mètres si le choix existe entre plusieurs dégagements cités ci-dessus ;
- 30 mètres dans le cas contraire.

La distance maximale à parcourir est de 30 mètres pour rejoindre un escalier non protégé lorsqu'un tel escalier est autorisé.

§ 2. Pour l'application des dispositions de l'article CO 38, les exploitations susceptibles de recevoir plus de cinquante personnes doivent avoir un nombre minimum de dégagements indépendants des mails et menant vers l'extérieur soit directement, soit par des dégagements protégés tels que définis ci-après :

- de 51 à 300 personnes : un dégagement accessoire ;
- de 301 à 700 personnes : un dégagement normal de deux unités de passage ;
- au-delà de 700 personnes : les deux tiers du nombre et de la largeur des dégagements normaux.

En atténuation des dispositions de l'article CO 38 (§ 1), les exploitations recevant de 20 à 50 personnes peuvent n'avoir qu'une seule sortie de deux unités ouvrant sur le mail.

§ 3. Les sorties du mail ouvrant sur l'extérieur sont définies sur la base des effectifs cumulés :

- du public circulant dans le mail tel que calculé à l'article M 2 (§ 1, b) ;
- du public se trouvant dans chaque exploitation dont l'effectif peut être réduit jusqu'à 100 personnes par unité de passage par dégagement indépendant du mail, sans toutefois que cette réduction excède les deux tiers de l'effectif accueilli dans l'exploitation.

## **Proposition de modification de l'article M17 :**

### M 17 Ateliers de fabrication et de préparation des aliments

§ 1. Les ateliers de fabrication et de préparation des aliments implantés dans le même volume que celui accessible au public comportant ou non des appareils de cuisson ou de remise en température doivent répondre aux conditions suivantes :

Leur surface maximale unitaire est inférieure ou égale à 500 mètres carrés et l'une de leurs dimensions au sol n'excède pas 20 mètres, ils sont :

- séparés des autres exploitations et de leurs propres locaux de réserves par des parois répondant aux exigences de l'article M 7 (§ 1 et § 3) ;
- séparés, dans une même exploitation, des locaux à risques importants dans les conditions prévues aux articles CO 28 (§ 1) et M 4 (§ 1) ;
- séparés entre eux et des locaux accessibles au public, dans une même exploitation et quelle que soit leur surface, par des parois réalisées en matériaux de catégorie M1 ou (Arrêté du 21 mai 2008) « B-s2, d0 », y compris les revêtements éventuels ;
- protégés par (Arrêté du 12 octobre 2006) « un système d'extinction automatique du type sprinkleur » lorsque les locaux accessibles au public en sont pourvus ;
- en dépression, à l'exception des locaux réfrigérés (\*).

Pour l'application de ces dispositions, les termes « implantés dans le même volume » peuvent désigner des ateliers ouverts sur la surface de vente uniquement ou des ateliers séparés de la surface de vente par une paroi (vitrée souvent) sans résistance au feu.

\* les termes : « et séparés des locaux accessibles au public par des écrans de cantonnement d'une hauteur minimale de 0,50 mètre » ont été supprimés par arrêté du 24 septembre 2009.

#### **4-3 : Proposition de modifications suite au retour d'expérience de l'application des dispositions relatives à l'évacuation différée (CO 57, CO 59 et CO 60)**

Contexte de la proposition.

En 2007 et 2008 lors des débats en CCS concernant l'évolution de l'article GN8, il avait été convenu de faire un point de situation après 2 années d'application du nouveau dispositif réglementaire relatif à l'évacuation différée prévue à l'article R123-4 du CCH lorsque celle-ci est nécessaire

Applicable depuis janvier 2010, le texte est encore bien trop récent pour que le BRIRC soit en mesure d'avoir des éléments statistiques et des retours d'expérience sur des cas réels d'incendie.

Cependant, le Bureau de la réglementation incendie et des risques courants (BRIRC) constate pour l'application du dispositif de bons retours qualitatifs par le biais des rapports annuels des CCDSA qui montrent que dans la plupart des cas les porteurs de projets arrivent à s'exonérer des EAS au moyen de sorties praticables adaptées ou par l'utilisation des solutions équivalentes.

A ce titre la solution du palier d'escalier protégé semble avoir un certain succès.

Pour autant, les formations assurées par les membres du BRIRC à l'Ecole Nationale Supérieure Officiers Sapeurs Pompiers dans le cadre des FMA et des journées à thème « GN8 » montrent que, malgré toutes les précautions qui figurent dans les textes pour indiquer que l'EAS est l'ultime solution s'il n'est pas possible de faire autrement, des EAS sont imposés alors qu'il n'y a pas lieu de le faire.

C'est pourquoi, sur le sujet de l'évacuation différée, le BRIRC a souhaité revenir vers les membres de la CCS pour discuter un certain nombre de points.

Après 2 années d'application du dispositif GN8, il semble que les modifications qui suivent seraient de nature à faciliter l'application des textes et éviter quelques dérives qui ne correspondent pas à l'esprit de ce que la CCS a voulu faire pour tenir compte de la loi de 2005.

Sur le sujet de l'évacuation différée, les propositions suivantes ont été faites aux membres :

Proposition 1 :

Modifier l'article CO 57 pour que la solution des compartiments apparaisse clairement.  
(à l'exclusion des compartiments avec fermeture automatique des PS)

**Avis de la CCS sur la proposition 1:**

**Les membres de la CCS valident cette proposition et demandent que la notion de recoupement telle que définie dans le type J (article J 3) et le type U (article U 8) soit également identifiée comme une solution équivalente. En effet, alors qu'il est clair que le principe qui s'applique dans un ERP de type J ou de type U permet d'atteindre les objectifs fixés dans la définition des EAS, certains acteurs font de la surenchère en exigeants des EAS dans ces types d'établissements.**

Proposition 2 :

Modifier l'article CO 60 pour que la notion d'éloignement figure dans le §1.

**Avis de la CCS sur la proposition 2:**

**Les membres sont favorables à cette proposition car, comme il est prévu de pouvoir s'éloigner dans le cas de l'article CO 60 §2, il est tout aussi nécessaire de pouvoir s'éloigner du risque lorsqu'on évacue le niveau situé au rez-de-chaussée.**

Proposition 3 :

Modifier l'article CO 60 pour que la présence d'un service de sécurité SSIAP associé à un système d'extinction automatique soit considéré comme un cas d'exonération et éviter des distorsions sur le territoire au titre de l'application du CO60 §3.

**Avis de la CCS sur la proposition 3:**

**Les membres sont partagés sur ce point (ce n'est pas surprenant car la proposition correspond à envisager une équivalence entre sécurité passive et sécurité active, équivalence toujours sujette à de vifs débats rarement consensuels) et souhaitent qu'il soit affiné dans le cadre d'un groupe de travail.**

Les propositions de modification suivantes concernent certains points de l'article CO 59 :

Proposition 4 :

Mieux indiquer à CO 59 a/ que l'on n'implante pas d'EAS lorsque qu'une évacuation autonome est possible.

**Avis de la CCS sur la proposition 4:**

**Les membres sont favorables à cette proposition car, malgré le préambule de l'article GN8 et la rédaction de l'article R123-4 qui expliquent qu'une évacuation différée ne doit être envisagée que si elle se trouve nécessaire, des EAS sont proposés par les porteurs de projets voire imposés par les commissions de sécurité alors qu'ils n'ont pas lieu de l'être. Un nouveau rappel à l'article CO 59 contribuera à une bonne application du règlement de sécurité.**

Proposition 5 :

Mettre au niveau de CO59 b/ un seuil maxi pour l'application de la capacité d'accueil des EAS car on arrive à des chiffres absurdes sans cette règle. Il serait judicieux de reprendre la même règle que pour l'accessibilité qui limite sa règle des places de parking accessibles à un effectif de 1000 places de parkings.

**Avis de la CCS sur la proposition 5:**

**Les membres sont partagés sur ce point, et souhaitent qu'il soit affiné dans le cadre d'un groupe de travail.**

Proposition 6 :

Il semble, concernant CO59 c/, que l'exigence d'avoir une porte CF devant une circulation soit trop exigeante. Une simple résistance au feu PF dans ce cas serait suffisante.

**Avis de la CCS sur la proposition 6:**

**Les membres sont favorables à cette proposition.**



Proposition 7 :

L'objectif visé par le d/ de l'article CO59 d/ n'a pas été clairement indiqué. L'objectif visé initialement était simplement de pouvoir ventiler la zone. Il a été constaté que certains prescripteurs insistent de façon injustifiée pour prévoir une installation trop lourde de désenfumage alors que l'idée était, notamment dans le cas de l'existant, que si le lieu est désenfumé alors la situation est considérée comme adaptée. Mais la volonté n'était pas de faire quelque chose de compliqué pour les travaux neufs. L'article devrait indiquer l'objectif visé d'une simple ventilation pour éviter de telles dérives.

**Avis de la CCS sur la proposition 7:**

**Les membres sont favorables à cette proposition. Les demandes sont parfois excessives sur ce point.**

Proposition 8 :

Les premiers retours en matière de consignes en application de CO59 g/ montrent qu'il convient que le texte soit plus directif et indique les grandes lignes des consignes figurant dans les EAS afin d'éviter que des consignes mal rédigées invitent des personnes à rester dans un EAS alors qu'elles peuvent évacuer.

**Avis de la CCS sur la proposition 8:**

**Les membres sont très favorables à cette proposition. De mauvaises consignes peuvent aboutir à des comportements non adaptés.**

#### Proposition 9 :

Il a été proposé au président de la CCS qu'une réflexion soit menée sur une modification de l'article GN8 qui proposerait en premier lieu les solutions simples de transfert et à défaut la mise en place des EAS.

Cette piste d'une réécriture de GN8 avait été envisagée par le Bureau de la réglementation incendie et des risques courants mais, après réflexion, elle n'avait pas été proposée car l'ensemble du règlement contient déjà de nombreuses balises qui doivent amener non seulement à prévoir une évacuation différée, mais encore à n'utiliser des locaux EAS spécifiquement dédiés qu'en ultime recours.

#### **Avis de la CCS sur la proposition 9:**

**Malheureusement, malgré toutes les précautions qui ont pu être prévues pour une bonne application de l'esprit du texte, certains acteurs qui ne prennent pas le temps de s'imprégner de l'ensemble des articles concernant les EAS prennent l'initiative, en ne lisant que l'article GN8 et, de surcroît, en assimilant de façon erronée les principes qui y sont décrits à des § du règlement, d'exiger des EAS autant inutiles que potentiellement dangereux en incitant une personne qui aurait pu évacuer à rester dans un bâtiment pendant qu'il y a un incendie.**

**Les membres sont donc favorables à la proposition de réécriture de l'article mais en insistant sur le fait que celle-ci doit surtout bien mettre en avant que la création d'un EAS exclusivement réservé à cette fonction est l'ultime recours à prévoir lorsque la disposition des lieux ne permet pas, à une personne en situation de handicap, soit d'évacuer ou d'être évacué dans le cadre d'une organisation fiable, soit de se mettre provisoirement à l'abri au moyen d'une solution considérée règlementairement comme équivalente à un EAS.**

#### Proposition 10 :

Sur le terrain se pose régulièrement le problème de l'implantation des flashes lumineuses notamment dans les blocs sanitaires pour respecter l'article MS 64 §3 en application du principe 5 de l'article GN8.

Le récent guide AFNOR concernant les bonnes pratiques sur l'évacuation des personnes en situation de handicap est le seul document sur lesquels les acteurs s'appuient. D'une part, ce document dans sa version actuelle ne détaille essentiellement qu'un seul aspect technique (alarme lumineuse), et, d'autre part, il incite à équiper des lieux qui, s'ils correspondent à la notion de lieu susceptible d'être « fréquenté isolément » (tel que par exemple une cabine d'essayage) ne présentent pas particulièrement de problème au vu de l'exploitation de l'ERP.

#### **Avis de la CCS sur la proposition 10:**

**Les membres sont très favorables à cette proposition. L'article MS64 §3 doit être complété pour éviter de voir se développer des solutions qui ne seraient pas efficaces.**

**Proposition 11 :**

Le représentant du METL signale aux membres que des travaux sont actuellement en cours pour déterminer les conditions d'acceptabilité d'une rampe amovible d'un point de vue de l'accessibilité.

Notamment, sont à l'étude les valeurs de pentes maximales pour une entrée d'une personne handicapée, y compris avec l'assistance du personnel de l'établissement (ce qui n'est pas quantifié à l'heure actuelle par la réglementation).

Ces dispositions figureront dans une doctrine propre à la réglementation accessibilité et n'ont pas vocation à figurer dans le règlement de sécurité.

En complément, concernant les dispositions relatives à la sécurité, le représentant du METL propose de voir indiquer dans les articles CO et GN ad hoc, les mesures d'accompagnement à mettre en œuvre pour qu'une rampe amovible soit acceptable afin d'assurer l'évacuation directe des personnes handicapées.

**Avis de la CCS sur la proposition 11:**

**Ce point devra être débattu dans le cadre d'un groupe de travail.**

#### **4-4 : Proposition de modification du chapitre VII (articles EL) pour introduire des exigences de réaction au feu des câbles.**

Contexte de la proposition.

**A)** La décision 2006/751/CE du 27 octobre 2006 a défini les classes européennes de réaction au feu des câbles électriques, comprenant 7 classes complétées par des critères additionnels (fumées, gouttes, acidité).

Dans le contexte européen, le terme « câbles » couvre aussi bien les câbles de puissance que ceux de commande et de communication, y compris les câbles à fibres optiques.

Les normes harmonisées pour la mise en œuvre pratique de cette nouvelle classification seront disponibles au début 2013. Il convient donc d'envisager une adaptation et une **actualisation** de la réglementation pour en tenir compte.

**B)** Dans le règlement ERP, la réaction au feu des câbles est traitée principalement dans le cadre des articles EL et EC.

Par ailleurs, certaines normes électriques sont appelées par le règlement, en particulier la NF C 15-100. Celle-ci traite de la réaction au feu des câbles, notamment en référence à diverses situations de risque dites « conditions d'influence externe » relatives à :

- Conditions d'évacuation (BD) ;
- Nature des matières stockées (BE) ;
- Matériaux de construction (CA) ;
- Structure des bâtiments (CB).

L'articulation du règlement avec ces situations n'est pas établie, sauf dans le cas particulier de l'influence externe BE 2 (voir EL 4, PE 24, L 83 ...).

**C)** Un groupe d'experts a travaillé pour formuler des propositions d'adaptation de la réglementation. Ce groupe, en liaison avec la sous-commission EL - EC, a positionné ses réflexions dans le cadre des articles EL / EC.

Toutefois, la pertinence de ce cadre a été remise en cause lors des récents travaux. En effet, l'objet des articles EL semble concerner le seul cas où l'écllosion du feu est d'origine électrique et non les phénomènes de développement et propagation de feux d'autres origines.

Se pose donc la question de l'interprétation de l'article EL 1, rappelé ci-après :

*EL 1*  
**Objectifs**

*Les dispositions du présent chapitre ont pour objectifs :*

- d'éviter que les installations électriques ne présentent des risques d'éclosion, de développement et de propagation d'un incendie ;*
- de permettre le fonctionnement des installations de sécurité lors d'un incendie.*

Une interprétation restrictive de cet article rendrait alors difficile la prise en compte des câbles autres que ceux de puissance (câbles de commande et communication, fibres optiques), qui ne sont pas intrinsèquement susceptibles de créer un incendie. D'autre part, l'articulation avec les situations de risque, hors éclosion, considérées par la NF C 15-100 pourrait apparaître contradictoire avec l'objectif des articles EL.

Une approche alternative a été suggérée consistant à intégrer les prescriptions de réaction au feu des câbles dans d'autres parties du règlement, par exemple dans le chapitre des articles AM plus spécifiquement consacré aux exigences en réaction au feu des matériaux.

Il est donc demandé à la CCS si l'introduction des exigences de réaction au feu des câbles doit se faire principalement dans les articles EL ou dans les articles AM.

**La CCS émet l'avis que les exigences doivent figurer dans les articles EL.** A ce stade, elle ne donne pas d'orientation sur la nature des produits (câbles de puissance et/ou autres) sur lesquels porteront les exigences, ni sur leur niveau.

## **5/ Communications de la DGSCGC à la Commission :**

Dans le cadre de l'application du D95-260 et en particulier du rôle des commissions de sécurité vis-à-vis des diagnostics « Amiante », le président informe les membres qu'un projet de courrier lorsqu'il sera signé par le Directeur de la DGSCGC sera communiqué aux membres et joint à titre de communication au relevé des avis pour être diffusé le plus largement possible. Ce courrier sera cosigné avec le METL.

## **6/ Demandes d'agrément, demandes d'habilitation et demandes de reconnaissance de compétence en ingénierie de désenfumage :**

Le bénéfice de l'agrément pour procéder aux vérifications réglementaires prévues dans les établissements recevant du public est accordé à l'organisme suivant :

SUD LOIRE PREVENTION  
Monsieur Frédéric PICHON - Gérant  
1, rue du traité de Rome  
Anjou Actiparc des 3 Routes  
49120 CHEMILLE

sur la base de l'attestation d'accréditation n° 3-101 rév.5 délivrée par le COFRAC en date du 1<sup>er</sup> juillet 2012. Cet agrément concerne les vérifications réglementaires suivantes définies dans le document COFRAC INS REF 18 :

- **N°1.1.3** : vérifications réglementaires, en phase conception - construction et sur mise en demeure, des installations électriques ;
- **N°1.1.4** : vérifications réglementaires, en phase exploitation et sur mise en demeure, des installations électriques.

L'agrément est valable 5 ans.

\*\*\*

Le bénéfice de l'agrément pour procéder aux vérifications réglementaires prévues dans les immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant :

ANCO

Monsieur Didier DERIS - Gérant

49, Immeuble Panorama

Boulevard de la Marne

97200 FORT DE France

sur la base de l'attestation d'accréditation n° 3-057 rév.6 délivrée par le COFRAC en date du 15 mai 2011. Cet agrément concerne les vérifications réglementaires suivantes définies dans le document COFRAC INS REF 18 :

- **N°1.1.3** : vérifications réglementaires, en phase conception - construction et sur mise en demeure, des installations électriques ;
- **N°2.2.3** : vérifications réglementaires, en phase conception - construction et sur mise en demeure, des escaliers mécaniques et trottoirs roulants ;
- **N°6.1.1** : vérifications réglementaires, en phase conception - construction et sur mise en demeure, des installations thermiques et de conditionnement d'air ;
- **N°6.2.1** : vérifications réglementaires, en phase conception - construction et sur mise en demeure, des réseaux de distribution et d'évacuation (eau, gaz, combustibles, fluides médicaux...) ;
- **N°7.1.1** : vérifications réglementaires, en phase conception - construction et sur mise en demeure, des dispositions constructives ;
- **N°7.2.1** : vérifications réglementaires, en phase conception - construction et sur mise en demeure, des moyens de secours.

L'agrément est valable jusqu'au 22 novembre 2015.

\*\*\*

Le bénéfice de l'habilitation pour procéder aux vérifications réglementaires prévues dans les chapiteaux, tentes et structures utilisés pour recevoir du public est accordé à l'organisme AVERTECK (vérificateur : M. Bruno TRINCHE), 5, rue des Saules, 34970 Lattes.

Cette habilitation est accordée pour une durée de 1 an.

**\*\*\* Fin du relevé des avis\*\*\***